Ceren LORD, *Religious Politics in Turkey. From the Birth of the Republic to the AKP*

Cambridge, Cambridge University Press, coll. « Cambridge Middle East Studies », 2018, 363 p.

Su Erol

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/57837>
DOI : 10.4000/assr.57837
ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2020
Pagination : 247-250
ISBN : 978-2-7132-2826-1
ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Su Erol, « Ceren LORD, *Religious Politics in Turkey. From the Birth of the Republic to the AKP* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 192 | octobre-décembre 2020, mis en ligne le 31 décembre 2020, consulté le 25 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/assr/57837> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.57837>

Ce document a été généré automatiquement le 25 janvier 2021.

© Archives de sciences sociales des religions

Ceren LORD, *Religious Politics in Turkey. From the Birth of the Republic to the AKP*

Cambridge, Cambridge University Press, coll. « Cambridge Middle East Studies », 2018, 363 p.

Su Erol

RÉFÉRENCE

Ceren LORD, *Religious Politics in Turkey. From the Birth of the Republic to the AKP*, Cambridge, Cambridge University Press, coll. « Cambridge Middle East Studies », 2018, 363 p.

- 1 De nombreuses études traitant des politiques religieuses et de la politisation de la religion en Turquie ont le défaut d'adopter un cadre d'analyse binaire, dans lequel l'histoire turque est décrite comme une confrontation rigide entre un État kémaliste laïc autoritaire et une société musulmane où la pratique de l'islam s'est identifiée à la périphérie de cette société. Dans ces travaux, l'islamisme rampant et le succès de l'AKP – Parti de la justice et du développement, parti islamo-conservateur au pouvoir depuis 2002 – sont souvent interprétés comme une réaction ascendante à la laïcité autoritaire ou assertive de l'État.
- 2 L'ouvrage de Ceren Lord, consacré au long processus de fabrication des politiques religieuses en Turquie, se distingue par son souhait original de rompre avec ce type d'analyse binaire et par sa tentative de comprendre la politisation du religieux sous une perspective plus vaste, en considérant l'État non comme un acteur monolithique autonome de la société, mais plutôt comme un lieu de lutte entre différents acteurs, factions et courants, ou entre un ensemble de centres de puissances concurrentes dont les frontières avec la société sont floues et fluides. Dans le même sens, la fabrication de la religion politique se lit à travers le large contexte historique de la construction de

l'État-nation turc, au lieu d'être considérée comme une réaction purement primordiale ou contingente à la modernisation, à la laïcité et à la sécularisation.

- 3 Au cœur de l'ouvrage se trouve un concept opératoire, le « majoritarisme religieux », qui cherche à déterminer dans quelle mesure « les frontières entre majorité et minorité ont été définies selon des critères religieux lors de la construction de l'État-nation et si ces frontières ont ensuite été reflétées dans les institutions de l'État » (p. 22). En se basant sur cette conception, Lord cherche à comprendre comment la configuration des institutions, qui a émergé au début de la construction de l'État-nation, ainsi que les événements contingents ayant pesé depuis les années 1940 sur l'équilibre des pouvoirs au sein de l'État, ont ouvert un espace favorable à la mobilisation islamiste, précipitant son succès final.
- 4 En vue de comprendre les dynamiques des politiques religieuses à long terme, Lord se penche plus spécifiquement sur une institution appelée *Diyanet İşleri Başkanlığı* (Direction des Affaires religieuses), une administration républicaine créée en 1924, dont la mission est de diriger les affaires religieuses à la place de l'Office ottoman du *Sheikh ul-Islam*. Allant à rebours des arguments du discours majoritaire adopté par la laïcité turque, qui ignore les lignes de continuité avec le passé ottoman, Lord avance que le Diyanet a son « agency » : il a la capacité de poursuivre son propre agenda et de manœuvrer de manière stratégique, dans le but de favoriser l'islamisation de l'espace public, à travers la négociation des frontières de l'identité nationale ainsi que la promotion de la concurrence économique et politique sur des bases religieuses. Par ce biais, l'autrice démontre que les frontières de cette institution sont très fluides et oscillent entre les oulémas officiels, le mouvement islamiste et divers autres groupes religieux tels les ordres (*tariqas*). Le cas du Diyanet devient ainsi l'exemple du caractère différencié de l'État lui-même et des frontières fluides entre l'État et la société, soulignant la nature de celui-ci en tant qu'arène de lutte entre différents acteurs aux visions politiques différentes.
- 5 Divisant son ouvrage en cinq chapitres, Lord analyse les relations entrelacées qui existent entre État, religion et société. Le premier chapitre explique pourquoi les marqueurs religieux importent dans la construction des frontières et interroge la conception institutionnelle qui a présidé à la construction de l'État-nation turc. Le poids de l'héritage ottoman et la continuité des institutions ottomanes dans la République forment l'un des principaux thèmes abordés. À travers une analyse historique comparative des Constitutions élaborées, elle trace à la fois la continuité et le changement quant à leur mise en œuvre au cours du temps.
- 6 Le deuxième chapitre analyse le rôle du Diyanet en tant qu'institution d'État et en tant qu'autorité islamique comprenant les oulémas officiels, généralement considérés comme des acteurs passifs et utilisés par l'État laïque kémaliste pour contrôler la religion. Ce chapitre établit non seulement la continuité entre les oulémas ottomans et le Diyanet, mais aussi la capacité de ce dernier à adopter de multiples stratégies, allant de la coopération à la lutte contre les autres factions étatiques afin de mener à bien son propre programme.
- 7 Le troisième chapitre discute l'approche du Diyanet par rapport aux alévis, la minorité musulmane regroupant des membres de l'islam hétérodoxe. L'autrice montre que cette institution a joué un rôle crucial en délimitant les frontières de la nation, à travers son engagement et son rejet de l'alévisme. Elle retrace ici le processus de l'élévation de l'orthodoxie sunnite et hanéfite dans l'Empire ottoman, ainsi que le rôle des oulémas

ottomans dans la définition des frontières de l'espace religieux et dans la propagation de l'islam sunnite contre les diverses communautés hétérogènes, considérées comme hétérodoxes. D'autre part, elle souligne la poursuite des pratiques d'islamisation, de sunnification et de turquification des alévis durant la période républicaine et la politisation des frontières identitaires entre les sunnites et les alévites, dans le cadre d'une concurrence economico-politique.

- 8 Cela dit, le Diyanet n'a pas été la seule institution à faciliter la mobilisation islamiste. Selon l'auteur, l'émergence de l'éducation, des associations caritatives et de l'économie à titre « islamique » a contribué à l'élargissement du champ religieux. Le quatrième chapitre est ainsi consacré à comprendre comment l'expansion de l'infrastructure institutionnelle derrière la religion a modifié l'équilibre des pouvoirs au sein de l'État. Lord y souligne le poids des réseaux religieux de réciprocité enchevêtrés avec l'État qui sous-tendent le cadre islamiste. Elle étudie de plus près trois éléments clés de l'islamisation : l'éducation religieuse, les œuvres caritatives islamiques, ainsi que les organisations bancaires islamiques et les entreprises commerciales conservatrices associées à la montée d'une bourgeoisie musulmane. Nous apprenons que l'expansion de l'éducation religieuse a été défendue et préconisée par le Diyanet, mais qu'elle a également été considérée par d'autres acteurs étatiques comme « nécessaire » dès les années 1940, dans le cadre de la campagne anticomuniste liée à la guerre froide. D'autre part, la restructuration néo-libérale de l'économie dans les années 1980 a ouvert de nouvelles opportunités de mobilisation islamiste. La propagation des fondations et associations islamistes et confessionnelles islamiques a joué à son tour un rôle crucial dans l'élargissement des réseaux organisationnels, et ceci à travers des actions qui ciblent et relient les riches et les pauvres. L'armée ayant supprimé la gauche dans les années 1980, le champ était libre pour les organisations caritatives islamiques défendant la justice sociale.
- 9 L'émergence de l'AKP, en lien avec sa relation au mouvement islamiste, est examinée dans le cinquième chapitre. Nous constatons que ces deux acteurs, dont chacun abrite une coalition de factions diverses, se sont unis en vue de l'islamisation de l'État et de la société. Lord situe ici l'AKP dans la tradition politique de la droite turque, et explique que la création de l'État-nation et les interventions militaires de 1980 et 1997 ont façonné de manière cruciale la trajectoire du mouvement islamiste, facilitant son intégration au nationalisme turc ainsi que sa réarticulation dans un cadre néo-libéral procapitaliste. Depuis la fin des années 1940, la mobilisation anticomuniste des factions islamistes de droite et des factions conservatrices a joué un rôle important dans la construction et la solidification des réseaux nationalistes, islamistes, conservateurs. L'ensemble a conduit à la constitution d'un large front de droite, cependant que ces réseaux, factions et coalitions devenaient de plus en plus influents au sein de l'État.
- 10 Ce chapitre détaille également l'infiltration de la bureaucratie d'État par les gülenistes et leur programme secret d'islamisation de l'État et de la société. L'ascension de Gülen révèle encore une fois la complexité et la fluidité des relations entre les oulémas et les islamistes, l'État et la société, ainsi que les différents niveaux de coopération entre les uns et les autres. Cette partie de l'ouvrage est particulièrement intéressante, car l'auteur y révèle que les islamistes, les conservateurs ou les citoyens religieux font organiquement partie de l'État depuis sa création. Ainsi, loin d'être une force périphérique et exclue du centre de l'État kémaliste, les islamistes entretenaient une

relation symbiotique avec celui-ci, et des réseaux de coopération entre ces courants et factions existaient à l'intérieur et à l'extérieur de l'État.

- 11 Le chapitre suivant examine comment les institutions formelles et informelles de l'État ont été monopolisées par l'AKP, encadrant le processus de rupture progressive entre Erdoğan et Gülen et la lutte de pouvoir qui a conduit à la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016. Cet événement a été suivi par le référendum constitutionnel de 2017, qui a permis la transformation révolutionnaire du régime grâce à l'adoption du système présidentiel « de style turc », caractérisé par une faible séparation des pouvoirs et par des contraintes minimales sur le pouvoir exécutif. L'autrice souligne ici que le système majoritaire a été « un facteur majeur dans la centralisation du pouvoir de l'AKP. Cela a entraîné l'érosion de la séparation des pouvoirs, y compris l'affaiblissement du pouvoir judiciaire ainsi que la domination des réseaux clientélistes et des mécanismes de répartition des rentes » (p. 283).
- 12 En partant du cas turc, Lord présente enfin un regard croisé sur l'Inde, la Malaisie et l'Irlande, en vue de mettre le modèle du majoritarisme religieux qu'elle défend à l'épreuve d'autres contextes où il serait à l'œuvre à des degrés divers. Au total, ce livre suggère de complexifier nos analyses du rapport entre le religieux, le politique et le social. Il apporte aussi un nouvel éclairage sur le rôle que pourrait avoir joué la religion dans l'histoire récente de la Turquie, où l'islam est intimement lié à l'identité nationale et aux institutions et fonctionne comme « un porteur d'identité » et un marqueur de frontières des groupes musulmans sunnites. L'ouvrage peut aussi être lu comme une très riche contribution à l'histoire de la montée de l'AKP dans la Turquie des dernières décennies.